

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/SPEC/25

10 avril 1996

(96-1250)

Original: espagnol

ACCESSION DU PANAMA

Nouvelles propositions du Panama (Protocole d'accession)

Le Panama soumet les éléments suivants à l'examen des Membres, en vue de leur inclusion dans le rapport final du Secrétariat sur son accession à l'Organisation mondiale du commerce:

I. Mise à jour des listes d'accords bilatéraux

A ce jour, des accords commerciaux bilatéraux ont été conclus avec les pays suivants:

A. Accords de libre-échange et d'échanges préférentiels

Costa Rica, Nicaragua, Guatemala, Honduras, El Salvador et République dominicaine

B. Accords de portée partielle [selon les modalités prévues par l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Les relations commerciales des membres s'établissent dans le cadre d'accords de ce type.]

Mexique et Colombie

II. Loi sur la défense de la concurrence

Chaque fois qu'il est fait mention du "projet de loi sur la libre concurrence ou sur la défense de la concurrence", il convient de remplacer ces expressions par l'expression "Loi sur la défense de la concurrence" (Loi n° 29 du 1er février 1996).

Le Panama propose par ailleurs qu'il soit fait état des éléments suivants, à titre d'engagements, dans le Protocole d'accession:

I. Entreprises commerciales d'Etat

"A l'heure actuelle, seules les entreprises énumérées ci-après sont des entreprises commerciales d'Etat au titre de l'article XVII du GATT de 1994: Corporación Azucarera La Victoria (CALV) (Entreprise sucrière La Victoria), Instituto de Seguro Agropecuario (ISA) (Institut d'assurance agricole), Instituto Nacional de Telecomunicaciones (INTEL) (Institut national des télécommunications), Instituto de Recursos Hidráulicos y Electrificación (IRHE) (Institut des ressources hydrauliques et de l'électrification), Instituto de Acueductos y Alcantarillados Nacionales (IDAAN) (Institut des aqueducs et des égouts nationaux), Dirección Metropolitana de Aseo (Direction métropolitaine de la voirie). A l'exception des entreprises jouissant d'un monopole d'Etat, les entreprises mentionnées sont soumises aux dispositions antimonopoles de la Loi sur la défense de la concurrence. Le gouvernement appliquera les lois et règlements régissant les activités de ces entreprises conformément aux dispositions pertinentes

./.

de l'article XVII du GATT de 1994 et de l'article VII de l'AGCS. Le Panama satisfera aux dispositions concernant la notification, la non-discrimination et l'application de considérations d'ordre commercial dans les transactions et procédera à la notification prévue à l'article XVII au moment de son accession."

II. Notifications

"A partir de la date d'entrée en vigueur du Protocole d'accession, le Panama notifiera la législation de mise en oeuvre des dispositions des accords multilatéraux ci-après, pour lesquels la date spécifiée dans ces dispositions est antérieure à la date d'entrée en vigueur du Protocole d'accession, et procédera à toutes autres notifications (autres que les notifications *ad hoc*) requises en vertu desdits accords: Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, Accord sur les procédures de licences d'importation, Accord sur les obstacles techniques au commerce et Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Les notifications relatives à l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994 seront effectuées au 1er janvier 1997. Toute réglementation élaborée ultérieurement par le Panama pour mettre en oeuvre ces dispositions sera conforme aux dispositions administratives et réglementaires des accords. Le Groupe de travail a examiné les avant-projets de notification pour l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires; le Panama communiquera ces notifications au moment de l'accession."